

«L'Europe devrait être plus souple !»

UE A la veille du sommet européen, le négociateur britannique sur le Brexit, David Davis, s'explique sur la position de son pays

David Davis

Membre du Parti conservateur, il est député depuis 1987 et devient ministre d'État pour l'Europe en 1994 au sein du Bureau des Affaires étrangères. Après le passage des Tories à l'opposition en 1997, il est nommé président du parti en 2001. Il intègre le cabinet fantôme en 2002 et tente sans succès de se faire élire chef des conservateurs en 2005 face à David Cameron. Depuis le 13 juillet 2016, il est secrétaire d'État à la sortie de l'Union européenne au sein du gouvernement May.

► Les négociations entre Londres et l'Union européenne sur le Brexit continuent de prendre du retard.

► Les deux camps s'accusent mutuellement d'en être responsables.



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

ENTRETIEN À LONDRES

Les 27 chefs d'État et de gouvernement européens réunis en conseil à Bruxelles, jeudi et vendredi, devraient déclarer que l'absence de « progrès suffisants » dans les négociations sur le Brexit ne permet pas pour l'instant de passer à la seconde phase, celle consacrée à l'examen de la relation commerciale future avec Londres. A la veille du sommet, le ministre britannique de la Sortie de l'UE David Davis a exposé sa position aux correspondants européens du groupe de journaux regroupés dans LENA, dans son bureau du 9, Downing Street.

Qu'attendez-vous de la part des 27 lors de ce sommet ?

Nous savons à travers les discussions avec Michel Barnier qu'il recherche un peu plus de souplesse dans son mandat. Il a eu un mandat de négociation plutôt étroit jusqu'à présent. Nous aimerions qu'il puisse

être capable de parler de la période de transition et, au moins, de se préparer sur les relations futures. Parce que nous avons déjà accompli beaucoup de progrès, à la vitesse de l'éclair, même, si l'on se réfère aux habitudes de l'Union européenne. Sur les droits des citoyens, nous sommes arrivés presque aussi loin qu'on le puisse. Sur les questions techniques de la séparation, on est au point où on ne peut plus avancer à moins de prendre en compte les propositions sur l'avenir. Et sur l'Irlande du Nord, nous sommes allés aussi loin que possible. C'est donc ce que nous aimerions qu'ils décident. Nous répondrons positivement.

Pourquoi refusez-vous de respecter les principes de négociation auxquels vous avez adhéré, qui prévoient de régler

d'abord ces sujets, notamment celui de la facture, avant de passer à la suite ? La notion était d'atteindre des « progrès suffisants », pas de conclure à ce stade. La Première ministre (Theresa May, NDLR) a fait un discours phare à Florence dans lequel elle a volontairement annoncé que personne ne paierait plus ou ne recevrait moins dans le cadre du budget européen actuel. C'est une position plutôt généreuse, et elle ne l'a pas limité à cela. C'est une approche audacieuse, et même risquée, qu'il faut que les Européens reconnaissent. On parle là d'argent du contribuable, pas d'argent de Monopoly. Rappelez-vous l'expression européenne selon laquelle rien n'est décidé tant que tout n'est pas décidé. A la fin, quand nous rentrerons avec un accord général, il reviendra au Parlement britannique de prendre une décision au nom du peuple sur l'ensemble de l'accord.

Les 20 milliards d'euros que vous proposez implicitement de payer ont été qualifiés de « clopinettes » par le président du parlement européen Antonio Tajani. Considérez-vous toujours de

vous côté que 50 milliards est un chiffre fantaisiste ?

C'est une négociation. Nous voulons la résoudre dans le respect de nos obligations internationales. Je ne pense pas que le raisonnement juridique des Européens tienne. Nous avons une vision différente. Nous sommes en train d'évaluer nos engagements financiers sur le plan technique. Nous prendrons ensuite un jugement politique réaliste. Mais c'est un jugement qui doit découler de tout le reste, de l'intégralité de l'accord, pas un chiffre lancé au hasard.

Qui est responsable de l'échec à atteindre des progrès suffisants ?

J'espère que les Européens reconnaîtront qu'il y a eu des progrès significatifs. Ce n'est pas qu'une question de mots. Des « progrès suffisants », c'est leur critère, pas le nôtre. C'est un jugement que devra prendre le Conseil. J'espère que nous ne laisserons pas le processus entraver les progrès. Et que, vendredi, nous aurons un résultat qui bénéficiera à tout le monde, qu'on ne repartira pas avec un simple « non ». Nous voulions régler la question du droit des citoyens en premier, et tout le reste ensuite. Plus ce sujet reste irrésolu longtemps, plus grandissent les inquiétudes pour 3 millions de ressortissants des 27 au Royaume-Uni et un million de Britanniques dans l'UE. Nous avons réalisé des progrès considérables là-dessus. C'était une façon d'être constructifs et raisonnables, parce que nous voulons nous séparer amis et rester alliés.

Pensez-vous, comme certains au sein de votre gouvernement, que l'UE freine délibérément les progrès en espérant que l'incertitude profite à l'attractivité de certains pays ?

Je ne pense pas qu'il y ait un effort délibéré pour ralentir les progrès. Il est naturel que certains pays cherchent à jouer son propre avantage. Il y a de la concurrence, notamment sur l'activité de la City. Mais la City sera toujours le plus puissant centre financier au monde dans cinq ans. Nous ne nous mêlons pas des relations individuelles entre les différents pays, ce serait contreproductif. Ce qu'un bon négociateur recherche, c'est un accord qui profite à toutes les parties.

Comment trouver une solution à la ligne rouge de la Cour européenne de Justice pour arbitrer les litiges sur les citoyens européens ?

Nous avons essayé de donner de la certitude aux citoyens européens en faisant en sorte que leur traitement soit équivalent des deux côtés de la Manche. Nous proposons que les tribunaux britanniques prennent en compte les jugements de la Cour européenne de Justice. Je pense que cela apporte des ga-

ranties fantastiques. Aucun pays du monde hors de l'UE n'accepte les règles de la Cour européenne de justice. Ce n'est pas le cas pour les Européens présents aux Etats-Unis, par exemple. Je n'établis pas de lignes rouges en public et je ne vois pas que l'UE en ait fait une ligne rouge non plus. Je crois que nous trouverons une position acceptable pour l'UE.

En cas d'échec des négociations, quelle est la probabilité d'une rupture sans

accord et comment vous y préparez-vous ?

Ce n'est ni notre intention, ni une probabilité lointaine. Cela dit, nous devons nous y préparer. Un gouvernement responsable se prépare à tous les scénarios, c'est ce que nous faisons. Cela n'entre pas dans notre stratégie de négociation. C'est juste un filet de sécurité, notre police d'assurance. ■

Propos recueillis par
FLORENTIN COLLOMP (LE FIGARO)

Conseil européen Les 27 consentiront à un « signal positif »

Si les dirigeants britanniques continuent officiellement, comme le fait le ministre du Brexit David Davis ci-dessus, à exprimer l'espoir que les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement abandonnent un peu de leur intransigeance lorsqu'ils débattent entre eux, vendredi matin, de la négociation britannique, le scénario est déjà en réalité écrit. La « négociation sur la négociation » a duré une quinzaine de jours, au niveau principalement des représentants permanents auprès de l'UE (les ambassadeurs) puis mardi lors du dernier conseil des ministres des Affaires européennes à Luxembourg.

Comme il était prévisible depuis plusieurs semaines, les 27 constateront que les « progrès suffisants » n'ont pas été atteints dans les trois dossiers prioritaires que sont les droits des citoyens, le problème irlandais et le règlement financier. Mais, à sa sortie de la rencontre traditionnelle avec les partenaires sociaux mercredi soir, le président du Conseil européen Donald Tusk a tracé le scénario : « J'ai élaboré un message équilibré pour l'issue de notre réunion. Il n'y a

clairement pas le « progrès suffisant » que nous avions escompté. Nous ne pouvons donc passer à la seconde phase des négociations. Toutefois, le progrès est prometteur, en particulier depuis le discours de la Première ministre à Florence. Je recommanderai donc aux 27 d'entamer les préparations internes aux discussions sur la transition et la relation future. »

Les Britanniques auraient voulu – et ils faisaient pression depuis quelques semaines en ce sens – que les 27 assouplissent le mandat du négociateur européen Michel Barnier, afin qu'il puisse déjà entamer la négociation sur le partenariat commercial et stratégique futur.

Ils font finalement un demi-pas en ce sens, avec « une formulation volontairement ambiguë », expliquait un diplomate : « Il s'agit de donner un signal positif. Un signal suffisant pour que les Britanniques acceptent de démarrer vraiment la négociation au point mort sur le règlement financier de leurs obligations contractées en tant que membre de l'UE ? » « Ce contexte devrait, devrait..., permettre une accélération de la négociation », lâ-

chait péniblement une source britannique.

Jeudi soir, lors du dîner clôturant la première journée du sommet, la Première ministre Theresa May a obtenu de pouvoir prendre la parole pour convaincre ses partenaires de ses bonnes intentions. Mais « il ne faut attendre aucun élément neuf de ce moment », où il est peu probable que s'engage une véritable discussion avec la locataire du 10, Downing Street.

L'échéance est désormais fixée au prochain Conseil européen de décembre. À charge pour les deux parties de mettre les bouchées doubles pour arriver à un accord sur les trois dossiers prioritaires. L'atmosphère, selon les diplomates, est plutôt positive. Ce qui n'empêchait pas l'un de ces optimistes d'évaluer les chances à 50/50. Un autre reconnaissait que « l'hypothèse d'une absence d'accord avec le Royaume-Uni n'est pas à exclure. Mais c'est aux entreprises de prévoir des plans d'urgence. Nous avons prévenu les interlocuteurs dans notre pays d'être en situation de veille. » On appellera cela un optimisme mesuré. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Le sommet change de lieu à cause de fumées toxiques

Le sommet des dirigeants européens n'aura pas lieu comme prévu dans le nouveau bâtiment du Conseil de l'UE, en raison d'un nouvel incident mercredi ayant provoqué des émanations de

fumées toxiques, selon un communiqué officiel. La réunion a été déplacée « par précaution » dans l'ancien bâtiment du Conseil, à 100 mètres du bâtiment « Europa » flambant neuf. Ce bâtiment a été touché mercredi pour la deuxième fois en moins d'une semaine par des émanations de fumées toxiques dans les

cuisines qui ont provoqué de légères intoxications chez plusieurs salariés. « Il n'y a pas de craintes sécuritaires, mais quels que soient les dégâts pour notre réputation, nous avons pensé qu'il était mieux de déplacer (le sommet) pour le bien-être de

tous », a expliqué une source européenne. L'« Europa », bâtiment à l'architecture futuriste dont la construc-

tion a coûté 320 millions d'euros, a été inauguré en décembre 2016 après une série de retards. Les premières réunions ministérielles de l'UE s'y sont tenues en janvier.(b)

 sur lesoir.be

Suivez chaque jour toute l'actualité européenne sur nos sites, lesoir.be et plus.lesoir.be

sécession catalane L'« éléphant dans la pièce » du sommet

Ce sera « l'éléphant dans la pièce », comme le disent les Anglais. Le sujet qui agite tous les esprits mais que personne n'ose aborder de front. Le sécessionnisme de la Catalogne « n'est pas à l'agenda » du Conseil européen de jeudi et vendredi, « sauf si (le chef du gouvernement espagnol) Rajoy aborde ce point », a assuré, mardi, un haut responsable européen. Dans la foulée, le président du Conseil européen Donald Tusk achevait sa tournée de consultation des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE, par un entretien téléphonique avec Mariano Rajoy, à l'avant-veille du sommet. La tenue de cette conversation n'est « pas disponible », selon une source proche du président Tusk. Mais Rajoy lui aurait signifié qu'il ne souhaitait pas soulever la question.

Dans un tweet diffusé à l'issue de ce coup de fil, le chef du gouvernement espagnol s'est borné à souligner l'attachement de l'Espagne à une « Europe unie et plus intégrée » - référence implicite à l'opposition catégorique de Madrid à une... désintégration de son pays. Manifestement, Rajoy veut éviter le débat : il évitera la traditionnelle rencontre pré-sommet, jeudi, des leaders européens membres du Parti populaire européen (PPE), qui réunira notamment les présidents des trois institutions européennes (Tusk pour le Conseil européen, Juncker pour la Commission et Tajani pour le Parlement)...

La Catalogne « n'est pas à l'agenda mais il est évident que le sujet sera discuté », a tranché au contraire, mercredi à Bruxelles, le « ministre des Affaires étrangères » du gouvernement régional catalan, Raül Romeva. Evident ? « C'est le bon sens ! », répond Romeva, interrogé par *Le Soir*. « Aujourd'hui, personne ne peut nier qu'il y a un problème, très clair, à dimension européenne », ajoute l'ex-eurodéputé, élu sur la liste des Verts/partis régionalistes (2004-

2014). Des préoccupations « économiques, juridiques, politiques » sont exprimées, « tant dans des déclarations publiques que des conversations privées ».

Une source diplomatique d'un Etat membre glisse : « C'est un sujet important pour l'Europe mais pas pour autant un sujet que l'Europe doit traiter ». L'option numéro 1 reste en effet que les autorités espagnoles résolvent la crise. « Ce n'est que si on constatait un échec définitif du dialogue (NDLR : entre l'Etat central espagnol et la Catalogne) qu'il faudrait poser la question d'une médiation internationale ou européenne », jugeait le week-end dernier le Premier ministre Charles Michel, dans un entretien au *Soir* et au *Standaard*.

Ce dialogue, pour l'établissement d'une « république catalane », d'un « Etat catalan indépendant », c'est exactement ce que les autorités indépendantistes de la région réclament à cor et à cri de Madrid depuis le référendum du 1^{er} octobre. Mais c'est en vain, dénonce Romeva, qui pointe la « seule » réponse de l'Etat espagnol : « Plus de répression et de violence directe, de menaces, de violations de la loi et même de leur Constitution ». Romeva a également exclu le scénario d'une (nouvelle) élection régionale anticipée. Il n'a par contre pas exclu la « possibilité » d'être à son tour incarcéré. « Le problème, c'est qu'en effet, cela peut arriver... »

« Il y a deux prisonniers politiques, aujourd'hui, dans l'UE. C'est inacceptable » RAÜL ROMEVA

Lundi, le président catalan Carles Puigdemont a proposé à Mariano Rajoy d'ouvrir une période de deux mois pour négocier. Puigdemont a également demandé une « réunion, dans les plus brefs délais ». Le gouvernement espagnol a répondu par un nouvel ultimatum : il intime au leader catalan, avant ce jeudi 10

heures, d'écarter publiquement une possible proclamation unilatérale d'indépendance. Sinon, Madrid reprendra les tous les pouvoirs à Barcelone.

Au lendemain du référendum, Puigdemont avait « suspendu »

la déclaration d'indépendance, plébiscitée par les quelque 2 millions d'électeurs qui avaient pu, ou voulu, s'exprimer. La situation s'est encore corsée avec l'arrestation de deux leaders de la société civile pro-indépendance (*Le Soir* de mercredi), accusés de « sédition » : « Ce sont deux prisonniers politiques, aujourd'hui, dans l'UE », déplore Romeva. « Cela ne doit pas être accepté par les institutions européennes », dit le chef de la diplomatie du gouvernement régional, jugeant que « la crédibilité des valeurs européennes » est en jeu.

La semaine dernière, Donald Tusk avait pressé Carles Puigdemont de temporiser pour rendre possible ce dialogue. Le président du Conseil européen avait également fait savoir qu'il avait demandé à Rajoy « de chercher une solution au problème sans faire usage de la force, d'utiliser le dialogue, car la force de l'argument est toujours meilleure que l'argument de la force ». Charles Michel, dans *Le Soir*, relevait qu'il s'agit d'une « crise politique, et une crise politique se résout par le dialogue (...) Le bon sens veut qu'il y ait dialogue ».

Reste à voir qui, des homologues du chef du gouvernement espagnol, interviendrait durant le sommet pour presser leur collègue de lâcher du lest. Trois « poids lourds » de l'UE - Berlin, Londres et Paris - ont encore apporté leur soutien à Madrid, à la veille du sommet, et affirmé qu'ils ne reconnaîtraient pas une Catalogne indépendante. Quels que soient les contacts, confidentiels, que les dirigeants catalans affirment cultiver parmi les leaders européens, pour l'heure, leur isolement demeure. ■

PHILIPPE REGNIER